



**Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires**

**RENSEIGNEMENTS ACTUALISÉS SUR LE FONCTIONNEMENT  
DU FONDS POUR L'APPLICATION DES NORMES  
ET LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE**

NOTE DU SECRÉTARIAT<sup>1</sup>

**1 PRÉSENTATION**

1.1. Le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF) aide les pays en développement à renforcer leur capacité à mettre en œuvre les normes, directives et recommandations SPS internationales dans le but d'améliorer leur situation sanitaire, zoonitaire et phytosanitaire et leur capacité à obtenir et à maintenir un accès aux marchés. Ce faisant, il contribue à une croissance économique durable, à la réduction de la pauvreté, à la sécurité alimentaire et à la protection de l'environnement dans les pays en développement. Plus spécifiquement, le STDF aide à accroître la sensibilisation, à mobiliser des ressources supplémentaires, à renforcer la collaboration et à identifier et diffuser les bonnes pratiques pour rendre plus efficace l'assistance dans le domaine SPS. Il apporte également un soutien et un financement en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de projets qui favorisent le respect des prescriptions SPS internationales.

1.2. Le STDF est un partenariat global établi par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC). D'autres organisations menant des activités de coopération technique dans le domaine SPS, des donateurs contribuant au STDF et des experts de pays en développement participent activement aux travaux du Fonds. Le STDF est géré et hébergé par l'OMC.<sup>2</sup>

1.3. Le présent document donne un aperçu des activités menées par le STDF à l'appui de son programme de travail depuis la dernière réunion du Comité SPS, tenue en mars 2013, ainsi que des renseignements sur les travaux prévus. L'annexe donne un aperçu des projets en cours du STDF et des dons pour l'élaboration de projets. Le STDF a récemment publié son Rapport annuel 2012, qui est disponible sur son site Web, à l'adresse suivante: [http://www.standardsfacility.org/Files/AnnualReports/STDF\\_AnnualReport\\_2012.pdf](http://www.standardsfacility.org/Files/AnnualReports/STDF_AnnualReport_2012.pdf).

1.4. Les délégués qui souhaiteraient obtenir des renseignements supplémentaires sur la coopération technique liée aux questions SPS sont encouragés à s'abonner à la liste de diffusion électronique du STDF (<http://www.standardsfacility.org/fr/ContactUs.htm>). Le STDF publie régulièrement un bulletin d'information électronique qui donne un aperçu des principaux faits nouveaux dans le domaine du renforcement des capacités SPS, y compris les activités du STDF et de ses partenaires.

<sup>1</sup> Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

<sup>2</sup> Des renseignements plus détaillés sur le STDF et ses activités, y compris sur ses projets et sur les dons pour l'élaboration de projets, sont disponibles sur son site Web, à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org>.

---

## 2 COORDINATION ET DIFFUSION DES RENSEIGNEMENTS

### 2.1 Le commerce international et les espèces exotiques envahissantes

2.1. En juillet 2012, le STDF a organisé un séminaire sur la relation entre le commerce international et les espèces exotiques envahissantes, ainsi que sur les liens entre les organisations internationales et les instruments juridiques concernés. Ce séminaire a permis de faire mieux connaître les objectifs mutuellement profitables de l'Accord SPS et de la Convention sur la diversité biologique (CDB) et de sensibiliser au rôle de deux organisations de normalisation pertinentes (la CIPV et l'OIE) dans le cadre de l'Accord SPS. En particulier, les participants ont souligné l'importance: i) de systèmes SPS efficaces pour aider à protéger contre l'entrée d'espèces nuisibles, y compris de parasites, de maladies et d'autres espèces exotiques envahissantes; et ii) de la collaboration entre les "communautés" SPS et CDB aux niveaux mondial, régional et national. Des renseignements sur le séminaire, y compris les exposés, une note d'information succincte de deux pages du STDF, ainsi que d'autres documents pertinents, sont disponibles sur le site Web du STDF à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org/fr/TAIAS.htm>.

2.2. En mai 2013, le STDF a finalisé l'étude de fond qui avait été présentée au séminaire puis révisée sur la base des discussions et conclusions du séminaire. Cette étude examine et analyse les concepts et principes clés ayant trait aux espèces exotiques envahissantes et au commerce international dans le contexte de l'Accord SPS et de la CDB, et en rapport avec la CIPV et l'OIE. Elle porte également sur diverses initiatives de renforcement des capacités destinées à gérer l'entrée et la dissémination des espèces exotiques envahissantes (y compris les parasites et les maladies animales), examine les défis communs et les bonnes pratiques, et donne lieu à un certain nombre de recommandations ciblées.

2.3. Le secrétariat du STDF présentera les principales constatations, conclusions et recommandations issues de l'étude lors d'une activité parallèle menée en collaboration avec la CIPV et l'OIE le **jeudi 27 juin 2013 (14 heures-15 heures, salle E)**. Les délégués intéressés sont invités à participer à cette activité. Des exemplaires de l'étude seront disponibles.

### 2.2 Analyse décisionnelle multicritères (ADM)

2.4. Le STDF a poursuivi ses travaux consacrés à la mise en œuvre de l'analyse décisionnelle multicritères (ADM) pour éclairer la prise de décisions sur le renforcement des capacités et l'allocation des ressources du secteur public, du secteur privé et/ou des donateurs dans le domaine SPS. L'application du cadre de l'ADM peut contribuer à: i) accroître l'efficacité économique des décisions sur l'allocation des ressources dans le domaine SPS, de telle sorte que les ressources peu abondantes puissent être allouées de la façon qui répondra le mieux aux objectifs nationaux de développement économique, de réduction de la pauvreté, de santé publique ou autres; ii) faire des choix plus transparents et plus responsables entre de multiples options d'investissement; et iii) faciliter le dialogue et la coordination entre les parties prenantes des secteurs public et privé et encourager des processus de prise de décisions plus inclusifs.

2.5. Les 24-25 juin 2013, le STDF organisera à Genève un atelier pour ses organisations partenaires et certains participants des pays en développement dans lesquels l'outil d'ADM a été utilisé. La participation à cet atelier se fait sur invitation uniquement et les inscriptions sont désormais closes. Les objectifs de cet atelier seront les suivants: i) examiner les travaux menés à ce jour sur l'utilisation de l'ADM pour éclairer la prise de décisions en matière SPS dans plusieurs pays en développement; ii) étudier les moyens possibles d'améliorer et de perfectionner l'outil d'ADM et son application pratique; et iii) formuler des recommandations destinées à guider les futurs travaux concernant l'ADM. Des renseignements complémentaires sur l'outil d'ADM, y compris sur les activités et les publications précédentes du STDF, sont disponibles sur le site Web du STDF à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org/fr/TAEcoAnalysis.htm>.

### 2.3 Quatrième Examen global de l'Aide pour le commerce

2.6. Le quatrième Examen global de l'Aide pour le commerce aura lieu à l'OMC les 8-10 juillet 2013. Il a pour but d'examiner les stratégies permettant de connecter les entreprises des pays en développement et des pays les moins avancés (PMA) aux chaînes de valeur

mondiales.<sup>3</sup> Il est rappelé aux délégués que l'inscription pour le quatrième Examen global de l'Aide pour le commerce est obligatoire ([http://www.wto.org/english/tratop\\_e/devel\\_e/a4t\\_e/gr13\\_registration\\_e.htm](http://www.wto.org/english/tratop_e/devel_e/a4t_e/gr13_registration_e.htm)). La date limite d'inscription est le **21 juin 2013**.

2.7. Le STDF organisera, en collaboration avec le Canada et les Pays-Bas, une activité parallèle intitulée "Partenariats public-privé dans le contexte des chaînes de valeur", qui se tiendra le **mardi 9 juillet 2013 (15 heures-17 heures, salle S3)**. Cette activité permettra de diffuser les résultats des travaux menés récemment par le STDF sur les partenariats public-privé dans le domaine SPS<sup>4</sup> et de présenter un rapport établi par l'Institut Nord-Sud du Canada intitulé "Models for Trade-Related Private Sector Partnerships for Development" (modèles de partenariats en commerce avec le secteur privé pour le développement). Ces présentations seront suivies d'un débat entre des experts de haut niveau issus des secteurs public et privé qui aborderont en particulier les questions suivantes:

- En quoi et dans quelle mesure les partenariats public-privé peuvent-ils aider les pays en développement à se connecter aux chaînes de valeur? Quelles ont été les expériences, les difficultés, les innovations et les résultats en la matière?
- Quel rôle peuvent et devraient jouer les différentes parties prenantes (gouvernements, secteur privé, partenaires de développement, etc.) dans la facilitation des partenariats public-privé pour permettre de se connecter aux chaînes de valeur?
- Comment assurer la viabilité à plus long terme des partenariats public-privé visant à inclure les petits exploitants dans les chaînes de valeur agricoles?

2.8. Les délégués sont encouragés à s'inscrire et à participer à cette activité parallèle. Des renseignements complémentaires sur le programme et les intervenants sont disponibles sur le site Web du STDF à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org/en/TAAidForTrade4GR.htm>.

## 2.4 Questions SPS et facilitation des échanges

2.9. Le STDF a entamé des travaux de recherche dans certains pays d'Asie pour analyser la mise en œuvre des mesures SPS dans le contexte de la facilitation des échanges (définie comme la simplification, l'harmonisation, la normalisation et la modernisation des procédures commerciales). L'objectif est d'identifier et d'analyser les expériences, leçons et bonnes pratiques, et d'encourager le dialogue sur ce sujet, afin d'améliorer la mise en œuvre des contrôles SPS de manière à favoriser un commerce sûr. Des recherches sont également prévues dans certains pays d'Afrique et d'Amérique latine; elles seront menées en collaboration avec les partenaires du STDF et d'autres organisations intéressées, y compris la Banque interaméricaine de développement (BID) et TradeMark Southern Africa.

## 2.5 Bibliothèque virtuelle du STDF

2.10. Le secrétariat du STDF continue d'alimenter la bibliothèque virtuelle du STDF (<http://www.stdfvirtuallibrary.org>) par des documents pertinents sur le renforcement des capacités dans le domaine SPS afin de faciliter l'échange de renseignements et le partage d'expériences, d'identifier et de diffuser les bonnes pratiques et d'améliorer l'efficacité de la coopération technique en matière SPS. Les délégués sont encouragés à partager leurs documents de projet, rapports finals, matériels de formation, évaluations de projets, évaluations des capacités dans le domaine SPS, analyses coûts-avantages, travaux de recherche et articles, etc. ([STDFSecretariat@wto.org](mailto:STDFSecretariat@wto.org)).

## 2.6 Coopération technique dans le domaine SPS et impacts sur la situation nationale en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires

2.11. Le STDF, en collaboration avec la FAO et l'OMS, aimerait commander une étude des répercussions des projets/programmes de coopération technique axée sur l'exportation dans le domaine SPS sur la situation sanitaire nationale. L'un des objectifs sera de tirer des

<sup>3</sup> Des renseignements complémentaires sur l'Examen global sont disponibles sur le site Web de l'OMC à l'adresse suivante: [http://www.wto.org/french/tratop\\_f/devel\\_f/a4t\\_f/global\\_review13\\_f.htm](http://www.wto.org/french/tratop_f/devel_f/a4t_f/global_review13_f.htm).

<sup>4</sup> Voir: <http://www.standardsfacility.org/fr/TAPPP.htm>.

enseignements importants pour améliorer la conception et la mise en œuvre des futurs projets et programmes dans le domaine SPS. Cette étude sera essentiellement basée sur l'examen de certains projets et programmes mis en œuvre par les partenaires du STDF et les donateurs. Elle consistera en une recherche documentaire, des questionnaires et des entretiens directs. Les délégués sont encouragés à partager des renseignements sur les projets et programmes pertinents pouvant être inclus dans ces travaux de recherche ([STDFSecretariat@wto.org](mailto:STDFSecretariat@wto.org)).

### 3 ÉLABORATION DES PROJETS

3.1. Le STDF fournit des conseils et un soutien aux bénéficiaires sur les questions liées à l'élaboration des projets dans le domaine SPS et finance des dons pour l'élaboration de projets (DEP) pour aider les bénéficiaires à formuler leurs besoins SPS et à élaborer des propositions de projet techniquement solides et durables. À titre de financement de démarrage, des DEP limités à 50 000 dollars EU peuvent être accordés aux fins suivantes (seules ou en association): i) application d'outils d'évaluation des capacités SPS et d'établissement de priorités en la matière; ii) réalisation d'études de faisabilité précédant l'élaboration du projet, afin d'évaluer l'impact potentiel et la viabilité économique des propositions (coûts et avantages escomptés); et/ou iii) élaboration de propositions de projets susceptibles d'être financées par le STDF ou d'autres donateurs.

3.2. Depuis sa création, le STDF a approuvé et financé **56** DEP au total. Le Groupe de travail du STDF pourrait approuver d'autres dons pour l'élaboration de projets à sa prochaine réunion, qui se tiendra les 15-16 octobre 2013.

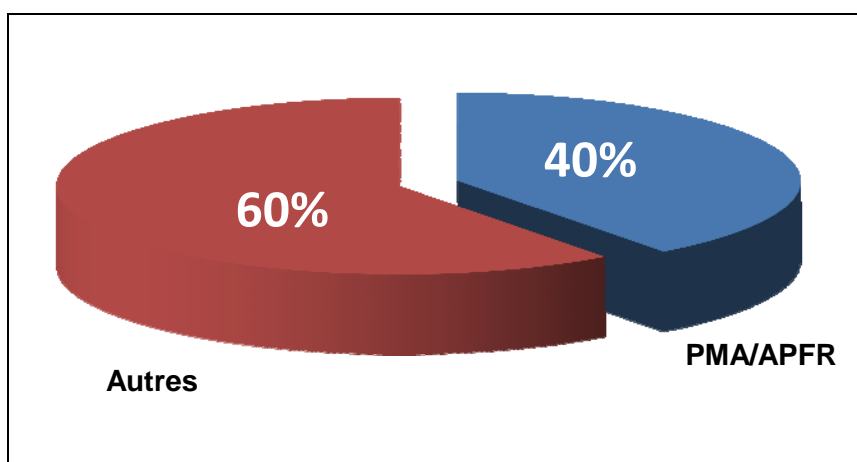
### 4 FINANCEMENT DES PROJETS

4.1. Des dons pour la réalisation de projets allant jusqu'à 1 million de dollars EU au maximum sont disponibles auprès du STDF. Sont considérés d'un œil favorable les projets mettant l'accent sur un ou plusieurs des aspects suivants: i) l'identification, l'élaboration et la diffusion de bonnes pratiques en matière de coopération technique dans le domaine SPS, y compris les projets qui conçoivent et appliquent des approches novatrices et reproductibles; ii) les travaux du STDF concernant des sujets transversaux d'intérêt commun; iii) le recours à des approches régionales pour remédier à des contraintes SPS; et/ou iv) les approches collaboratives et interdisciplinaires axées sur l'interface/les liens entre la santé des personnes, la santé animale et la préservation des végétaux et le commerce et auxquelles participent au moins deux partenaires du STDF ou autres organisations pertinentes.

4.2. Depuis sa création, le STDF a approuvé et financé la réalisation de 65 projets au total. Le Groupe de travail du STDF pourrait approuver d'autres projets de financement à sa prochaine réunion, qui se tiendra les 15-16 octobre 2013.

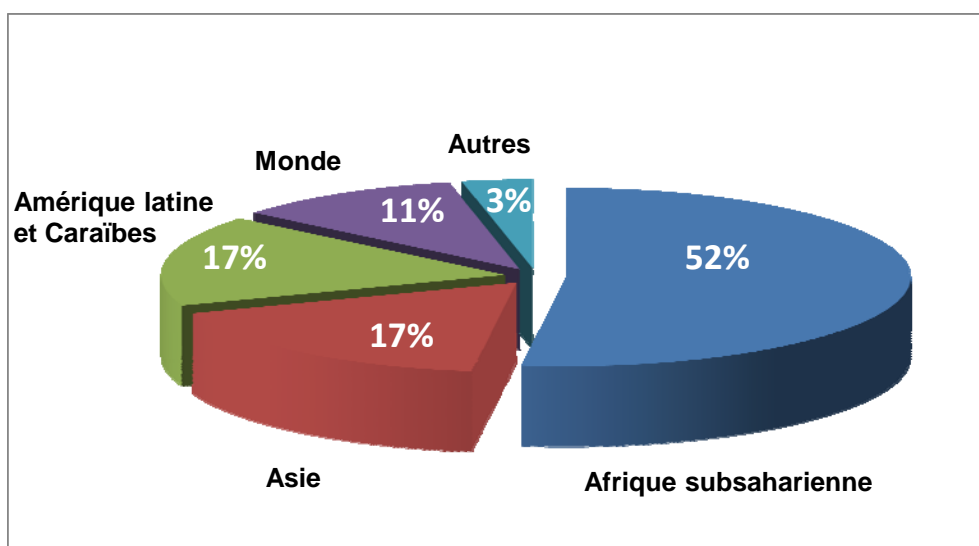
4.3. On trouvera dans l'annexe un aperçu de l'état actuel des projets du STDF et des DEP. Depuis sa création, le STDF a consacré 40% des ressources destinées aux projets et aux DEP aux pays les moins avancés (PMA) et à d'autres pays à faible revenu (APFR), comme le montre la figure 1 ci-après. Le STDF continue donc d'atteindre son objectif, qui est de consacrer au moins 40% des ressources destinées aux projets et aux DEP aux PMA et aux APFR. Toutefois, comme l'indique également le Rapport annuel 2012, ce pourcentage a diminué lentement au cours des dernières années (passant de 54% en 2009 à 40% en 2013). Il faudra surveiller cette tendance dans un avenir proche. La part des ressources destinées aux DEP attribuée aux PMA et aux APFR reste élevée (66% du budget global consacré aux DEP).

Figure 1: Projets du STDF et DEP (\$EU)



4.4. La figure 2 ci-dessous montre que 52% du total des projets du STDF et des DEP sont consacrés à l'Afrique subsaharienne, 17% à l'Asie et 17% à l'Amérique latine et aux Caraïbes. En outre, 11% des projets du STDF et des DEP peuvent être classés comme mondiaux.

Figure 2: Projets du STDF et DEP (nombre)



4.5. Les demandes de financement par le STDF peuvent être présentées à tout moment de l'année, mais doivent être reçues au moins 60 jours ouvrables avant chaque réunion du Groupe de travail pour pouvoir être examinées à cette réunion. La prochaine date limite pour la présentation des demandes est le **19 juillet 2013**.

Étapes qu'il est recommandé de suivre lorsqu'un financement par le STDF de dons pour la réalisation de projets ou de dons pour l'élaboration de projets (DEP) est demandé:

1. Ouvrez notre page Internet consacrée aux DEP à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org/fr/PGPpgStat.htm>; et notre page sur les dons pour la réalisation de projets à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org/fr/PGProStat.htm>, pour voir des exemples de projets antérieurs.
2. Lisez attentivement notre note d'orientation pour la présentation de demandes: [http://www.standardsfacility.org/Files/Forms/STDFGuidanceNote\\_fr.pdf](http://www.standardsfacility.org/Files/Forms/STDFGuidanceNote_fr.pdf).
3. Consultez les parties prenantes pertinentes de votre pays/région.
4. Envoyez-nous une brève note descriptive de votre projet éventuel à l'adresse suivante: [STDFSecretariat@wto.org](mailto:STDFSecretariat@wto.org), pour obtenir en retour des informations sur son admissibilité et ses probabilités de financement.
5. Remplissez un formulaire de candidature, disponible à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org/fr/FDAppForms.htm>; et renvoyez-le par voie électronique avant la date limite.

## ANNEXE

### STADE DE MISE EN ŒUVRE DES PROJETS EN COURS ET DES DONS POUR L'ÉLABORATION DE PROJETS DU STDF<sup>1</sup>

#### STADE DE MISE EN ŒUVRE DES PROJETS APPROUVÉS

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/172	Augmentation des exportations de graines de sésame et de noix/beurre de karité grâce au renforcement des capacités SPS dans le secteur privé et le secteur public	Identifier les points et les facteurs critiques dans la filière de production de karité nigériane et élaborer des modèles prédictifs concernant la production d'aflatoxine, la croissance fongique, les résidus de pesticides et les autres contaminants	Nigéria	Conseil nigérien de promotion des exportations (NEPC)	10 décembre 2009	1 <sup>er</sup> octobre 2010	30 septembre 2013	364 240
STDF/PG/242	Stratégie visant à renforcer le système SPS aux Comores	Renforcer les capacités SPS dans le pays d'une manière complète et systématique, afin d'accroître l'accès aux marchés pour les produits agricoles et les produits de la pêche	Comores	PNUD	30 mars 2012	17 septembre 2012	16 septembre 2015	1 033 673
STDF/PG/284	Renforcement du Comité SPS national du Honduras	Renforcer le Comité SPS national du Honduras, appuyer davantage la mise en œuvre du programme d'action nationale dans le domaine SPS (élaboré par le Comité) et consolider et développer les capacités institutionnelles dans le domaine SPS	Honduras	Organisme international régional contre les maladies des plantes et des animaux (OIRSA)	19 mars 2010	1 <sup>er</sup> juillet 2010	28 février 2013	257 580

<sup>1</sup> Les projets et dons pour l'élaboration de projet dont les dates de démarrage et d'achèvement sont à déterminer n'ont pas encore fait l'objet d'une passation de contrat.

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/298	Programme de renforcement des capacités en Afrique pour atténuer les effets nocifs des résidus de pesticides et d'autres substances nuisibles dans le cacao et pour maintenir l'accès aux marchés	Renforcer les capacités SPS en Afrique pour produire du cacao de qualité conforme aux règlements internationaux relatifs aux résidus de pesticides et autres substances dangereuses	Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigéria et Togo	Organisation internationale du cacao	2 juillet 2010	1 <sup>er</sup> janvier 2011	31 décembre 2013	593 460
STDF/PG/300	Développement d'un programme d'apprentissage doublé d'un système de renseignements en ligne sur les normes alimentaires	Développer un programme d'apprentissage doublé d'un système de renseignements en ligne sur les normes alimentaires afin de contribuer à améliorer l'infrastructure qualité dans les pays en développement	Ghana	Université de Cape Coast (UCC)	10 décembre 2009	1 <sup>er</sup> décembre 2010	30 novembre 2013	262 246
STDF/PG/302	Appui au secteur du chou dans la région des Niayes (Sénégal)	Augmenter la production de chou et par là même les exportations vers la sous-région en contrôlant la dissémination et l'impact de deux ravageurs spécifiques et en aidant les producteurs à respecter les limites maximales de résidus établies par le Codex	Sénégal	Association des unions maraîchères des Niayes (AUMN) du Sénégal	19 mars 2010	1 <sup>er</sup> février 2012	31 janvier 2014	577 142
STDF/PG/303	Étude régionale de l'alimentation totale pour l'Afrique subsaharienne	Contribuer à renforcer la capacité des gestionnaires de risques à mettre en œuvre les normes internationales grâce à une bonne connaissance des dangers, des risques et des niveaux d'exposition aux substances dangereuses présentes dans les produits alimentaires couramment fabriqués et consommés	Bénin, Cameroun, Mali et Nigéria	FAO en collaboration avec l'OMS	19 mars 2013	À déterminer	À déterminer	1 063 708



Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/318	Programme national de suivi et de gestion intégrale des contaminants dans les produits d'exportation	Mettre en place un programme complet pour le contrôle des résidus de pesticides et des mycotoxines et mettre ce programme en œuvre pour deux produits exportables pilotes	Équateur	IICA	19 mars 2010	1 <sup>er</sup> décembre 2010	31 mai 2013	400 455
STDF/PG/319	Renforcement de l'unité colombienne d'évaluation des risques en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires	Élaborer les procédures de fonctionnement de l'unité, établir son programme de travail et créer un réseau d'évaluateurs du risque chargé de procéder à l'analyse des risques futurs	Colombie	IICA	2 juillet 2010	1 <sup>er</sup> février 2011	31 juillet 2013	401 500
STDF/PG/321	Renforcement des capacités commerciales des petits crevetticulteurs du Bangladesh	Organiser les petits crevetticulteurs en groupes gérables et les aider à élaborer et à adopter de meilleures pratiques de gestion pour faire face au problème de contamination à la base	Bangladesh	FAO	27 juin 2011	1 <sup>er</sup> avril 2012	21 mars 2014	568 750
STDF/PG/326	Partenariat de l'Asie du Sud-Est pour le renforcement des capacités commerciales concernant les produits à base de fruits et légumes frais et transformés	Élaborer une plate-forme d'enseignement et de formation axée sur les compétences pour certaines chaînes de valeur et dispenser une formation personnalisée associant l'enseignement face-à-face et l'apprentissage en ligne	Thaïlande et Viet Nam	Université de l'État du Michigan	2 juillet 2010	1 <sup>er</sup> janvier 2011	30 juin 2013	581 665
STDF/PG/328	Au-delà de la conformité: approche fondée sur des systèmes intégrés de gestion des risques phytosanitaires en Asie du Sud-Est	Élaborer et tester de nouveaux outils d'aide à la prise des décisions privilégiant l'approche fondée sur des systèmes intégrés de gestion des risques phytosanitaires en Asie du Sud-Est (appui à la mise en œuvre de la NIMP n° 14)	Asie du Sud-Est	CABI Asie du Sud-Est	28 mars 2011	11 juillet 2011	10 juillet 2014	600 000

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/329	Renforcement des capacités sanitaires et phytosanitaires pour les exportations népalaises de gingembre grâce à des partenariats public-privé	Accroître les revenus des parties prenantes népalaises dans la chaîne de valeur du gingembre en ajoutant de la valeur au produit exporté vers l'Inde et en renforçant la capacité à accéder à de nouveaux marchés	Népal	FAO	27 juin 2011	7 juin 2012	6 juin 2014	412 629
STDF/PG/335	Renforcement des capacités de contrôle phytosanitaire dans le secteur de la floriculture en Ouganda	Renforcer la surveillance des ravageurs et les capacités de diagnostic pour permettre une meilleure compréhension de la répartition des ravageurs et faciliter la mise en œuvre de stratégies de lutte efficaces	Ouganda	CABI Afrique	30 mars 2012	1 <sup>er</sup> octobre 2012	30 septembre 2014	348 632
STDF/PG/336	Renforcement de la lutte contre les maladies animales transfrontalières au Cameroun	Renforcer les capacités institutionnelles et renforcer la capacité des services vétérinaires décentralisés – principalement ceux qui s'occupent du système de surveillance	Cameroun	FAO	27 juin 2011	1 <sup>er</sup> juin 2012	31 mai 2014	510 788
STDF/PG/337	Projet de génération de données sur les résidus de pesticides dans le cadre de l'ASEAN	Élaborer un processus régional de génération de données fiables sur les LMR pour certaines cultures "mineures" afin de favoriser l'harmonisation avec les normes internationales et d'accroître l'accès aux marchés	États membres de l'ASEAN	Secrétariat de l'ASEAN	21 octobre 2011	1 <sup>er</sup> décembre 2012	30 novembre 2015	607 000
STDF/PG/343	Programme de développement de compétences pour la filière de la cannelle à Sri Lanka	Accroître la compétitivité de la filière de la cannelle, notamment les capacités du secteur à valeur ajoutée, en améliorant les pratiques de transformation et de manipulation	Sri Lanka	ONUDI	21 octobre 2011	1 <sup>er</sup> juillet 2012	30 juin 2014	630 000

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/344	Établissement d'une école virtuelle régionale d'inspection des produits alimentaires en Amérique centrale et en République dominicaine	Harmonisation des procédures modernes d'inspection grâce à un cadre d'inspecteurs des produits alimentaires et de vérificateurs de la sécurité sanitaire des aliments bien formés dans la région pour contribuer à faciliter les échanges et à améliorer la santé publique	Amérique centrale	IICA	30 mars 2012	1 <sup>er</sup> juillet 2012	30 juin 2015	905 225
STDF/PG/345	Programme pour la sécurité alimentaire humaine et animale en Amérique latine et dans les Caraïbes	Contribuer à l'harmonisation du cadre réglementaire concernant la production et la commercialisation des aliments pour animaux, afin de garantir leur sécurité sanitaire, ainsi que l'accès aux marchés, sur la base des normes et recommandations du Codex et de l'OIE	Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Mexique, Paraguay, Pérou et Uruguay	FEEDLATINA	19 mars 2013	À déterminer	À déterminer	1 000 000
STDF/PG/350	Manuels phytosanitaires généraux, procédures normalisées et kits de formation	Répondre au besoin de ressources documentaires techniques dans les pays en développement en vue d'améliorer leur capacité de comprendre et d'appliquer les Normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP)	Côte d'Ivoire, Jamaïque, Malaisie et Soudan	Secrétariat de la CIPV	28 mars 2011	1 <sup>er</sup> février 2012	31 janvier 2014	600 000
STDF/PG/354	Amélioration de la sécurité sanitaire et de la qualité des fruits et légumes sri-lankais	Analyse des contraintes sanitaires et phytosanitaires tout au long des chaînes de valeur, renforcer les capacités des parties prenantes des secteurs public et privé à se conformer aux prescriptions SPS internationales et améliorer la coopération et la constitution de réseaux entre les secteurs public et privé	Sri Lanka	Centre du commerce international	30 mars 2012	À confirmer	À confirmer	466 550

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/358	Amélioration de la législation vétérinaire dans les pays membres de l'OIRSA	Renforcer les services vétérinaires dans la région en harmonisant le cadre juridique conformément aux normes de l'OIE en matière de contrôle et d'éradication des maladies animales	Amérique centrale	OIRSA	30 mars 2012	À confirmer	À confirmer	488 330
STDF/PG/359	Projet de génération de données sur les résidus de pesticides pour l'Afrique: renforcer la capacité régionale à se conformer aux prescriptions en matière d'exportation pour les pesticides sur la base des normes internationales	Renforcer la capacité régionale en ce qui concerne la génération et le suivi de données sur les résidus de pesticides pour l'établissement, la mise en œuvre et le respect des normes internationales en matière de résidus de pesticides	Ghana, Kenya, Ouganda et Tanzanie	Bureau interafricain pour les ressources animales	11 octobre 2012	À confirmer	À confirmer	446 150
STDF/PG/436	Renforcement de la capacité régionale de l'Amérique latine à se conformer aux prescriptions en matière d'exportation pour les pesticides sur la base des normes internationales	Renforcer la capacité régionale de l'Amérique latine en ce qui concerne la génération et le suivi de données sur les résidus de pesticides pour soutenir l'établissement, la mise en œuvre et le respect des normes internationales en matière de résidus de pesticides	Bolivie, État plurinational de; Colombie; Costa Rica; El Salvador; Équateur; Guatemala; Honduras; Nicaragua; Panama; Pérou; et République dominicaine	IICA	19 mars 2013	À confirmer	À confirmer	373 515

## STADE DE MISE EN ŒUVRE DES DONNS POUR L'ÉLABORATION DE PROJETS (DEP) QUI ONT ÉTÉ APPROUVÉS

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PPG/346-347-348	Étude de faisabilité sur le concept de laissez-passer vert du COMESA	Étude de faisabilité en vue de clarifier le concept de laissez-passer vert et d'examiner les questions juridiques et techniques ainsi que la viabilité économique et commerciale	Membres du COMESA	COMESA	27 juin 2011	1 <sup>er</sup> janvier 2012	À approuver	90 000
STDF/PPG/377	Évaluation complète et élaboration d'une proposition de projet visant à renforcer le système national de préservation des végétaux en Gambie	Effectuer une évaluation complète des lacunes en matière de capacités phytosanitaires en utilisant l'outil ECP de la CIPV et élaborer un projet pour mettre en œuvre des actions ponctuelles en vue de renforcer le système national de préservation des végétaux	Gambie	CIPV	30 mars 2012	1 <sup>er</sup> février 2013	31 juillet 2013	50 000
STDF/PPG/379	Promouvoir la participation effective des États membres de la SADC au Comité SPS de l'OMC	Renforcer la capacité des autorités SPS des États membres de la SADC à mettre en œuvre de manière effective leurs obligations en matière SPS et à revendiquer leurs droits en tant que Membres de l'OMC	États membres de la SADC	À déterminer	22 mars 2013	À déterminer	À déterminer	50 000
STDF/PPG/392	Intégration des questions SPS en Sierra Leone: une approche globale de la chaîne alimentaire pour développer le système national de gestion de la sécurité sanitaire des produits alimentaires	Examiner le système national de gestion de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, élaborer des plans pour renforcer la capacité institutionnelle et établir des priorités aux fins de la conformité avec les prescriptions SPS	Sierra Leone	À déterminer	19 mars 2013	À déterminer	À déterminer	39 150

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PPG/400	Renforcement des capacités en matière de gestion et de surveillance de la teneur en aflatoxine dans les arachides au Malawi	Élaborer une proposition de programme national visant à lutter contre la contamination par l'aflatoxine au Malawi	Malawi	Luz Diaz et Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides	11 octobre 2012	25 février 2013	24 août 2013	46 265
STDF/PPG/404	Renforcement de la capacité d'indexage des virus présents dans le matériel végétal au Malawi	Réaliser une étude de faisabilité pour évaluer la viabilité du renforcement de la capacité d'indexage et de la production de plants de banane exempts de virus	Malawi	Département de la recherche agricole (DARS) – Malawi	19 mars 2013	À déterminer	À déterminer	31 096
STDF/PPG/432	Systèmes d'information pour la surveillance et le signalement d'organismes nuisibles dans les pays d'Asie/du Pacifique	Permettre aux pays de mettre en œuvre les normes phytosanitaires internationales et de remplir leurs obligations dans le domaine SPS principalement liées à la transparence et à l'évaluation des risques	Pays d'Asie et du Pacifique	Département australien de l'agriculture, des forêts et de la pêche (DAFF)	19 mars 2013	À déterminer	À déterminer	49 990